

Attribution de temps

M. Epp: Nous avons eu un congrès d'orientation à Toronto en mai.

M. Scott Fennell (Ontario): Monsieur le Président, je ne m'attendais pas à ce que le député de Trinity (M^{lle} Nicholson) termine son discours si rapidement et je suis donc pris au dépourvu. Le député a répété comme le ministre des Finances (M. Lalonde) que nous devons cette situation à une récession mondiale . . .

M. Riis: C'est faux.

M. Fennell: En effet, ce n'est pas vrai. Le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) dit que c'est faux. Nous sommes d'accord là-dessus. Le Canada avait davantage de possibilités que les autres pays. Nous n'aurions pas dû souffrir autant de la récession. Nous possédons toutes les ressources naturelles. Aucun autre pays au monde ne possède autant de richesses que nous, mais nous ne savons même pas en tirer parti. Je maintiens que c'est uniquement à cause de l'incompétence du gouvernement libéral qui mène le pays à la ruine depuis 15 ans.

Le gouvernement devrait fournir au public et aux députés des explications au sujet des projets de loi d'emprunt, afin que nous puissions tous comprendre. Tous les deux ou trois mois, il nous parle d'une nouvelle somme à emprunter. Le gouvernement ne pourrait-il pas nous dire exactement à combien s'élève sa dette, à qui il doit de l'argent et quand la dette vient à échéance? Il devrait nous expliquer pourquoi il a besoin de cette somme supplémentaire. Par-dessus le marché, j'estime qu'il devrait nous préciser quelles sommes chaque catégorie d'emprunt devrait lui permettre de réunir. Le gouvernement libéral ne nous renseigne que de façon fragmentaire. Nous n'avons pas un tableau complet de la situation. Nous n'avons droit qu'à des bribes de renseignements. Je demande au ministre d'État chargé des Finances (M. Cosgrove) d'étudier la question et de nous brosser un tableau d'ensemble de la situation, afin que les Canadiens sachent quelles seront les conséquences de cet emprunt supplémentaire.

J'ai lu quelques notes à ce sujet et j'ai constaté qu'environ 2 milliards de dollars seront reportés à l'année prochaine. Il est question d'environ 5 milliards de dollars, dont 2 milliards de dollars seront reportés. Puis, il y a une autre somme de 14 milliards de dollars. Nous ignorons combien de temps durera cet argent. Le gouvernement a sans doute une certaine idée de la chose. Il nous fournit si peu de renseignements que nous ne pouvons pas étudier comme il faut ces mesures ni faire les recherches nécessaires. En outre, le gouvernement présente un projet de loi d'emprunt avant de nous soumettre un budget qui nous indiquerait comment il va dépenser cet argent. C'est se moquer des Canadiens et de la Chambre. Nous n'avons même pas la possibilité d'étudier ces mesures en toute connaissance de cause. Nous n'avons pas tous les éléments voulus.

Le budget des dépenses est un document merveilleux si on a la bonne idée de calculer comment les dépenses se répartissent entre les super-ministères et les simples ministères. Il contient des dépenses cachées d'un bout à l'autre. On y a camouflé un tas de programmes. Nous avons essayé de le simplifier. Mon collègue, le député de Capilano (M. Huntington), s'est joint à l'un de vos députés pour faire une proposition qui permettra à la Chambre de faire son travail pour de bon et de trouver des solutions. Nous saurons alors ce qui se passe. Je ne crois pas

que le gouvernement sache lui-même ce qui se passe. Il ne sait pas à quoi servent les dépenses. Si le gouvernement ne le sait pas, comment les députés de l'opposition mal renseignés peuvent-ils le savoir? Pourquoi le gouvernement réclame-t-il maintenant 19 milliards au moment où il parle d'un budget de 90 milliards? Le gouvernement sait-il combien d'argent il aura besoin cette année, l'année prochaine et l'année suivante? Nous ne possédons pas suffisamment de renseignements pour savoir quelle est la dette actuellement. On nous mentionne divers montants. On a prétendu qu'elle atteindrait 122 milliards à la fin de 1983. J'ai entendu aussi qu'elle pourrait s'élever à 137 milliards. J'ignore à combien de milliards elle se chiffre? Ces renseignements nous échappent, nous ne les avons pas. Nous parlons à la Chambre mais nous ne savons pas exactement quels sont les chiffres. Voilà pourquoi nous nous opposons à la clôture aujourd'hui.

Il faudrait renvoyer cette question d'emprunt au comité. Le gouvernement ne devrait pas imposer la clôture à la Chambre à ce sujet. Nous devrions renvoyer cette question au comité afin de pouvoir y interroger les ministres. Ils sont comptables aux Canadiens. Nous n'obtenons pas ces renseignements à la Chambre. Le comité est le seul endroit où nous pourrions les obtenir.

A ce propos, monsieur le Président, permettez-moi de signaler quelque chose. J'ai été membre du comité permanent des comptes publics. J'ai posé un jour précisément la même question . . .

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais la présidence constate que deux autres députés là-bas sont debout et ont une conversation. En déférence pour le député qui a la parole, les députés devraient autant que possible aller converser ailleurs.

M. Lewis: Monsieur le Président, je veux présenter au député d'Ontario (M. Fennell) les excuses de mon collègue, le solliciteur général (M. Kaplan) et les miennes.

M. Fennell: Monsieur le Président, soit dit en passant, j'espère que l'entretien des deux députés portaient sur la surveillance obligatoire, une question qui m'intéresse vivement. Tandis que le ministre sort de la Chambre, j'espère qu'il m'a entendu et qu'il prendra des dispositions.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Fennell: Je pourrais en parler pendant une heure et demie, mais je vais m'en tenir au sujet à débattre, c'est-à-dire la clôture. Nous nous opposons à la clôture, parce qu'on ne nous fournit pas les renseignements que nous voulons et qu'il nous faut absolument. J'admets qu'en période de vaches grasses nous avons établi des programmes de justice sociale que nous ne pouvons plus nous permettre de comprimer. Tout ce que fait le gouvernement, c'est de se pencher sur le problème. Nous avons un budget fixe pour les affaires sociales, mais nous ne faisons rien pour stimuler l'économie canadienne, pour créer des emplois par l'entremise du secteur privé, pour remettre le Canada en bonne position, compte tenu du potentiel dont nous disposons. Le gouvernement n'agit pas assez vite pour encourager l'industrie. Celle-ci s'en va à la dérive.